

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 25

26^e année • mercredi 21 juin 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



OLIVIER VOGELSANG

DÉTERMINATION ET COLÈRE!



Une nouvelle vague violette a déferlé sur le pays lors de la Grève féministe du 14 juin. Une multitude de revendications ont été exprimées à l'occasion de nombreuses actions sur les lieux de travail et de manifestations ayant rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Temps forts en Suisse romande.

POINT DE MIRE

Le Parlement méprise à nouveau les femmes

Sylviane Herranz

Une session pour rien. Ou pour pas grand-chose. Alors que déferlait une nouvelle vague violette sur la Suisse, la session extraordinaire «Egalité» du Parlement fédéral, sollicitée par le Parti socialiste et les Verts, a accouché d'une souris. Et encore. Le 14 juin, le Conseil des Etats a ouvert les feux de cette séance particulière avec, à l'ordre du jour, quatre objets visant à faire un pas vers davantage de justice pour les femmes. Il s'agissait d'inscrire la prévention du harcèlement sexuel dans la formation professionnelle initiale et les gymnases, de réduire le temps de travail à 35 heures sans baisse de salaire pour les bas et moyens revenus, de traduire l'égalité salariale dans les faits en obligeant les entreprises dès 50 employés, et non plus 100 comme actuellement, à effectuer une analyse des rémunérations, et enfin d'étudier la problématique de la «taxe rose» sur les biens de consommation féminins. Les sénateurs bourgeois, et la plupart des sénatrices de leur camp, ont rejeté ces quatre requêtes proposées par des élus socialistes et Vertes.

Au Conseil national, qui a débuté sa session spéciale plus tard dans la journée, rebelote. Les élus devaient se prononcer sur huit pro-

positions: quatre identiques à celles du Conseil des Etats, une d'un conseiller national UDC, et trois autres déposées par la droite et les Verts libéraux. Les quatre premières ont elles aussi été balayées. Celle de l'élu UDC également, ce qui est plutôt positif car elle remettait en cause certaines indemnités pour des tâches effectuées par des proches aidantes. Seules trois des propositions ont passé la rampe. L'une prévoit de quantifier la valeur des tâches familiales pour une «meilleure exploitation de ce travail», l'autre demande au Conseil fédéral de mieux légiférer pour empêcher la discrimination de genre ou d'orientation sexuelle à l'embauche et dans les relations professionnelles. Enfin, la troisième réclame une analyse détaillée des causes de l'écart salarial entre hommes et femmes «en fonction de l'état civil pour toutes les tranches d'âge». Certes, toute mesure favorisant plus de justice et d'équité est bonne à prendre. Mais face aux inégalités persistantes et massives, notamment en matière de salaires et de rentes, ces décisions sont marginales. Alors que des actions d'ampleur sont nécessaires, comme l'ont réclamé quelque 300 000 femmes dans la rue il y a une semaine. La question centrale reste: Comment faire? Le Parlement nous montre son incapacité à

avancer pour simplement faire appliquer la Constitution et une loi interdisant la discrimination dans les relations de travail. Il y a quatre ans, la vague violette avait porté un nombre exceptionnel de femmes au Conseil national, soit 42% des élus. Du jamais-vu jusque-là. Mais cela n'aura pas suffi à faire bouger les lignes. Les femmes bourgeoises, qui se plaignent aujourd'hui d'une division du mouvement féministe, sont les mêmes qui, pendant quatre ans, n'ont pas empêché des dégradations massives du droit des femmes: obligation de travailler un an de plus pour toucher l'AVS, au nom de l'égalité, et adoption d'une révision du 2^e pilier qui n'aboutira à aucun progrès pour combler les énormes différences de rentes des femmes. L'élan et la colère du 14 juin devront se concrétiser sous d'autres formes, sur les lieux de travail, dans les négociations salariales, dans le rapport de force avec les employeurs. C'est là que l'on peut entrevoir la possibilité d'un changement, face à un patronat plus enclin à perpétuer un système lui permettant d'économiser des milliards de francs en continuant à payer moins le personnel féminin. Et face à un gouvernement inflexible devant l'injustice et la détresse de dizaines de milliers de femmes plongées dans la précarité. ■

Aline Andrey

«Nous étions 10 000 dans les rues à Fribourg! témoigne Vanessa Cojocararu par téléphone, au lendemain du 14 juin. C'est énorme, bien au-delà de nos espérances. L'ambiance était formidable! Le pouvoir de mobiliser est toujours là. Dans le secteur public, une cinquantaine d'actions syndicales ont eu lieu, bien plus qu'en 2019. C'était magique!» Deux jours auparavant, la militante de la Grève féministe Fribourg racontait, sur une terrasse de café, son parcours et son émotion à l'idée de manifester. «Il n'y a rien de plus fort que d'être dans la rue, le poing levé, pour lutter ensemble, sentir qu'on n'est pas seule!» Son militantisme a germé à l'écoute de podcasts féministes français portés par la vague #MeToo.

«Il n'y a rien de plus fort que d'être dans la rue, le poing levé, pour lutter ensemble, sentir qu'on n'est pas seule!»

Fin 2018, elle participe à une séance organisée par la Grève féministe. Une militante est née. Pendant six mois, la graphiste de métier s'occupera à plein temps de la communication et de la mobilisation, bénévolement, pour le 14 juin 2019. Elle apprend à tracter, à sensibiliser, à communiquer, à débattre, à organiser des événements. Une école de vie pour celle qui, en plus de son bagage théorique, découvre l'action. «On acquiert tellement de compétences. C'est enrichissant! résume celle qui a été transformée. Quand on met les lunettes féministes, tout change. On se positionne tout à fait différemment.» Depuis quatre ans, la militante fribourgeoise estime que les choses ont évolué positivement, même si tout est trop lent. «Je fais le choix de regarder ce qui bouge pour ne pas tomber dans le désespoir. Le mouvement persiste dans le temps, et l'évolution des jeunes est impressionnante. A 20 ans, j'aurais aimé être aussi à l'aise sur les questions de genre, la sexualité, et être aussi révoltée... mais l'époque était différente et je ne traînais peut-être pas dans les bons milieux», lance la trentenaire en souriant.

LE SALON DE THÉ, CET ESPACE SUBVERSIF

Cette année, Vanessa Cojocararu et sa camarade Emma Conti sont les créatrices du nouveau logo. «L'idée était d'être plus inclusives, de tenir compte des personnes non binaires, trans, queer... tout en gardant un logo reconnaissable par rapport à l'ancien.»

Pro de la communication, elle regrette que les médias relaient majoritairement des propos sensationnalistes, jamais assez nuancés, voire mal expliqués. «Je suis toujours frustrée du temps de parole, d'où mon choix de podcasts longs», souligne la

créatrice des événements radiophoniques publics Tea Room. Ceux-ci, depuis 2020, proposent des ponts entre domaines culturels et féminisme dans une ambiance feutrée et chaleureuse en écho à ces lieux surannés, dont l'histoire est paradoxalement subver-

sive. «C'est en Angleterre et aux Etats-Unis que les premiers tea-rooms ont fleuri. Tout d'abord dans les maisons de femmes bourgeoises qui invitaient leurs convives pour le thé chez elles, dans une pièce dédiée, avant qu'elles ne les délocalisent dans des espaces

en ville. En ce temps-là, les femmes ne pouvaient pas entrer dans un restaurant sans un homme... Ces lieux leur ont permis de s'affranchir du foyer et de gagner leur premier argent de poche», explique Vanessa Cojocararu, en sirotant un thé froid.

Fin avril, lors du premier festival de Tea Room, elle a organisé des débats où ses interlocutrices devenaient conseillères fédérales et étaient donc invitées à prendre des mesures politiques. «Pour ma part, en fonction des problèmes à résoudre, je commencerais par nommer les personnes concernées, qui ont une expérience de vie et de terrain. Je valoriserais aussi le travail des associations souvent invisible et pourtant essentiel à la société. Je suivrais toutes les revendications de l'Appel de la Grève féministe à commencer par la mise en place de mesures de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.»

UNE QUESTION DE POSTURE

Tout juste de retour d'un voyage en Roumanie, pays dont sont originaires ses parents, elle souligne les manquements de la Suisse: «Je sais que ma mère était très étonnée des salaires inégaux à son arrivée ici, à la fin des années 1970.» La militante, qui a le sens des nuances, ajoute: «Actuellement, un congé parental pouvant aller jusqu'à deux ans existe déjà en Roumanie. Ce qui est intéressant, c'est qu'avec cette condition idéale, une femme sans enfants est mal perçue. Alors qu'en Suisse, c'est plutôt le contraire: un congé maternité minuscule et des femmes culpabilisées dès leur retour sur les lieux de travail.»

Clarifier sa posture est essentiel pour la militante: «Je suis blanche, cis et privilégiée. Je fais les choses depuis mon point de vue. Je ne peux pas expérimenter ce que vivent les femmes noires, précarisées, handicapées... Par contre, je m'intéresse à leur réalité pour mieux les comprendre. La force du mouvement féministe actuel repose sur cette intersectionnalité théorisée déjà dans les années 1980 aux Etats-Unis. Si on me dit: "Tu penses cela parce que tu es cis!" Cela va me questionner et je vais apprendre...»

Cette curiosité vis-à-vis des autres l'a poussée à plonger dans ses propres origines, d'où ses séjours fréquents en Roumanie pour un projet d'écriture sur l'histoire de sa famille dans le contexte de régimes autoritaires.

A Fribourg, en tant que graphiste indépendante, elle travaille régulièrement pour des projets associatifs ou culturels. «En fait, je rêverais de ne travailler que pour la Grève féministe, lance-t-elle, les yeux pétillants. Comment faire passer nos idées au plus grand nombre? Comment vulgariser nos discours? Quel graphisme utiliser pour parler à toutes et à tous?» Autant de questions qui la passionnent. ■

Pour en savoir plus sur les événements et écouter les podcasts Tea Room: tearoom.live



Tout en nuances, la militante Vanessa Cojocararu aime manifester, la beauté et le thé.

LE FÉMINISME, SA TASSE DE THÉ

Militante de la Grève féministe Fribourg, Vanessa Cojocararu a créé Tea Room, des podcasts enregistrés en direct et en public

LE WWF DÉNONCE UNE PROMOTION EXCESSIVE SUR LA VIANDE POUR LES GRILLADES

CHÉRIE ! TON POIVRON ...
TU LE VEUX ...
BLEU ?
SAIGNANT ?
OU ...
À POINT ?

LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier



«DANS L'HORLOGERIE, NOUS SOMMES LOIN DU COMPTE»

A La Chaux-de-Fonds, 150 ouvrières du groupe Swatch se sont rassemblées le 14 juin pour exiger la transparence sur les salaires, mais aussi une «gestion humaine de l'entreprise»



C'est en nombre que les travailleuses des sociétés Universo, Rubattel & Weyermann et Comadur sont sorties à la pause de midi pour rejoindre l'action préparée par Unia. Après les prises de parole de plusieurs d'entre elles, les huit revendications élaborées par un groupe de salariées ont été lues sur le trottoir faisant face à leurs entreprises.

Textes Jérôme Béguin
Photos Thierry Porchet

Elles sont courageuses ces horlogères chaux-de-fonnières du groupe Swatch. Le 14 juin, à la pause de midi, près de 150 d'entre elles sont sorties des sociétés Universo, Rubattel & Weyermann et Comadur pour rejoindre une manifestation organisée par Unia. «C'est une action que nous préparons depuis plusieurs mois, mais Swatch l'a considérée comme hostile et nous a interdit l'accès à son périmètre. Un responsable est même intervenu pour empêcher le rassemblement sur le parking en face des manufactures», indique la secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel, Silvia Locatelli. Heureusement, le restaurant La Spirale a aimablement ouvert sa terrasse et son jardin. Les horlogères arrivent par petits groupes, accueillies par les hourras de Silvia Locatelli. Celles qui ne portent pas le T-shirt rose d'Unia sont invitées à l'enfiler ou à prendre un châle du syndicat. On sent qu'elles ne sont pas là par hasard. «J'ai le salaire le plus bas de l'équipe alors que je suis là depuis vingt ans, c'est le chef qui me l'a avoué», confie une participante. Une poi-

gnée d'hommes sont également présents. «Je travaille dans un atelier avec 23 femmes. Sans leurs petites mains, l'horlogerie n'existerait pas. L'égalité devrait être automatique, nous ne devrions pas être obligés de nous réunir pour cela», explique l'un d'eux. Solenn Ochsner empoigne le micro. «Nous sommes encore loin du compte. Nous avons toujours en moyenne des différences de salaires se montant à 18% et, dans l'horlogerie, c'est même à 24,8%», rappelle la secrétaire syndicale. «Je suis amenée à travailler sur plusieurs postes au quotidien. L'argument selon lequel les hommes font des tâches plus compliquées que nous ne tient pas. Et combien de postes de cadres occupés par les femmes? On les compte sur les doigts d'une main, nous sommes toutes des ouvrières. Migrantes, frontalières ou résidentes, nous sommes toutes concernées», souligne Suzanne Zaslawski, opératrice polyvalente. Un groupe de travail d'une trentaine d'horlogères chaux-de-fonnières de Swatch a élaboré un cahier de revendications qui demande justement que les résultats de l'analyse sur l'égalité salariale soient présentés de manière transparente au personnel. Ces huit

revendications ont été lues au mégaphone à tour de rôle par des employées postées sur le trottoir face aux trois entreprises. Elles concernent l'égalité salariale, mais aussi le temps de travail, les pressions ou encore le problème des absences. «La maladie ne constitue pas un crime, ce n'est pas un problème de comportement, toute forme d'intimidation doit être proscrite.» Autre requête, celle de pouvoir utiliser les jours de rattrapage pour passer des ponts en famille. Le cahier évoque aussi le «mur» devant lequel se retrouve le personnel et le manque de concertation. «Nous avons peur de nous exprimer librement. Nous voulons une gestion humaine de l'entreprise avec des objectifs raisonnables.» Le cahier de revendications a été remis à la direction d'Universo. Soulignons que des négociations sont actuellement en cours pour renouveler la Convention collective de travail de la branche et qu'Unia revendique un meilleur contrôle de l'égalité salariale, une augmentation des congés maternité et paternité, l'accès facilité au temps partiel et la réduction du temps de travail hebdomadaire de 40 à 36 heures sans diminution de salaire. ■

BRAS CROISÉS À L'HÔPITAL DE LA CHAUX-DE-FONDS



A l'appel d'Unia et du Syndicat des services publics, près de cinquante soignantes de l'Hôpital de La Chaux-de-Fonds se sont retrouvées devant l'établissement pour croiser les bras à 15h24, heure symbolique à partir de laquelle les femmes travaillent gratuitement en comparaison de leurs collègues masculins. En brandissant de grandes lettres «I», «P» et «C», pour Indice des Prix à la Consommation, les membres du personnel soignant en ont profité pour rappeler que leurs salaires n'ont été indexés que de 1%, loin des 2% accordés aux fonctionnaires neuchâtelois. ■

PLUS DE 6000 FEMMES MOBILISÉES À NEUCHÂTEL



Les militantes d'Unia Neuchâtel ont marqué le 14 juin par des actions aux quatre coins de leur canton. Dans la métropole horlogère, outre le rassemblement des ouvrières d'Universo, Rubattel & Weyermann et Comadur, dix militantes se sont mobilisées chez ETA en portant le T-shirt de la grève et en croisant les bras à 15h24. A la même heure, à l'Hôpital, 50 soignantes ont aussi cessé brièvement leur travail pour protester. A Fleurier, c'est une centaine de travailleuses des industries du Val-de-Travers qui ont participé à un pique-nique ponctué d'animations et de prises de parole. Tandis qu'à Neuchâtel, une cinquantaine d'employées de l'hôtellerie-restauration ont présenté leurs revendications au menu du «Bistrot de l'égalité». C'est dans le chef-lieu du canton qu'une manifestation rassemblant 6000 à 6200 personnes, selon le décompte des organisatrices, a clôturé la journée. ■

COMBATTIVES, FORTES ET FIÈRES!

La grève féministe a rassemblé plus de 300 000 personnes dans tout le pays venues crier leur colère contre la persistance des inégalités

Sonya Mermoud

Grèves, pauses de protestation, défilés: plus de 300 000 personnes ont participé à la Grève féministe du 14 juin. Une journée écrite à l'encre violette qui s'est invitée dans plusieurs entreprises et dans l'espace public. Au nom d'une égalité qui n'est toujours pas réalisée. Afin de réclamer du temps, du respect, de l'argent, mot d'ordre des travailleuses luttant, avec le soutien d'Unia, pour des rémunérations et des rentes suffisantes pour vivre, des horaires de travail équitables, la fin des discriminations et du harcèlement sexuel. En plus des manifestations et des cortèges traditionnels, différentes actions et rassemblements sur les lieux de travail ont ainsi été mis sur pied. En Suisse romande, des mobilisations se sont déroulées dans le secteur de l'industrie horlogère: des ouvrières se sont réunies dans les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel afin de dé-

noncer les différences salariales avec leurs homologues masculins et d'exiger une meilleure protection contre la violence sexualisée. A Lausanne et dans la ville du bout du lac, des vendeuses ont organisé des actions pour protester contre les bas salaires dans la branche, le temps partiel contraint ou encore la difficulté de concilier la vie professionnelle et la vie familiale. Dans le canton de Vaud, des assistantes en pharmacie ont, elles aussi, dénoncé des rémunérations bien en dessous des compétences et des responsabilités nécessaires à l'exercice de leur métier et exigé la signature d'une convention collective de travail. A Fribourg, les employées d'une blanchisserie se sont réunies à midi pour une pause prolongée... Quelques exemples de luttes dont plusieurs sont relatées au fil des pages de cette édition spéciale pour une journée extraordinaire, portées par des femmes combattives, fortes et fières. ■

DES PRINCIPES COMMUNS POUR L'INITIATIVE SUR LES SOINS INFIRMIERS

Cantons, employeurs et syndicats s'entendent pour réclamer la réalisation rapide de l'offensive sur la formation et l'amélioration des conditions de travail dans la santé



En novembre dernier, le personnel de la santé s'était mobilisé à Berne pour exiger la mise en œuvre rapide de l'initiative sur les soins. La déclaration commune rendue publique le 8 juin dernier est un pas en avant dans ce sens.

THIERRY PORCHET

Jérôme Béguin

Cantons, employeurs et représentants du personnel ont trouvé un consensus pour la mise en œuvre de l'initiative «pour des soins infirmiers forts», acceptée en votation populaire en novembre 2021. Dans une déclaration commune rendue publique le 8 juin, la Conférence des directeurs cantonaux de la santé, les associations d'employeurs et les syndicats, à l'instar d'Unia, demandent la réalisation rapide de l'offensive sur la formation par les cantons. Ces mesures en matière de formation doivent déployer leurs effets dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi prévue pour le 1^{er} juillet 2024, réclament les partenaires de la santé. L'augmentation du nombre de diplômés ne suffira toutefois pas à elle seule à répondre à la pénurie de personnel qualifié dans le domaine de la santé mise en lumière lors de la pandémie de coronavirus, estime la déclaration d'intention. C'est pourquoi les signataires proposent une amélioration des conditions de travail pour retenir le personnel. Le texte évoque des dotations en personnel adaptées, une culture de gestion et de direction valorisante, l'amélioration des horaires de service et l'extension des structures d'accueil extrafamilial. Quant aux salaires, ils se doivent d'être «conformes aux exigences». Sont également indiqués une compensation du renchérissement et des indemnités. La déclaration mentionne aussi les mesures favorisant la reconversion professionnelle et le recrutement de personnes ayant quitté la profes-

sion. Elle propose également d'examiner dans quelle mesure du personnel peut être recruté à l'étranger, «tout en s'assurant que le processus se déroule selon une approche éthique et responsable». Enfin, le texte souligne que, depuis plusieurs années, les tarifs et le financement des soins ne couvrent plus les coûts dans nombre de domaines de prestations hospitalières et ambulatoires. Ils doivent dès lors être revus de telle sorte qu'ils couvrent les frais des établissements «offrant de bonnes conditions de travail».

LE VALAIS PREND L'INITIATIVE

Le Canton du Valais entend ne pas perdre de temps. Des mesures pour améliorer les conditions de travail du personnel soignant sont mises en place progressivement dès cette année. Pour ce faire, le Département de la santé, dirigé par le socialiste Mathias Reynard, dispose d'une enveloppe de 7 millions de francs en 2023 qui servira à l'augmentation des salaires (jusqu'à 2000 francs par an) et des indemnités de nuit, week-ends et jours fériés. En 2024, 8 millions s'y ajouteront afin d'étoffer la dotation de personnel à l'Hôpital du Valais et de mettre en place une convention collective. En 2025, ce sont 5 millions de plus qui seront disponibles afin d'engager encore du personnel à l'Hôpital. Les effectifs supplémentaires devraient alors se monter à un total de 60 équivalents pleins-temps et permettre d'atteindre le seuil d'une personne soignante pour cinq patients. ■

ANNONCES

UNIA NEUCHÂTEL

IL Y A 20 ANS, RETRAITE À 60 ANS POUR TOUS LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE LA CONSTRUCTION

Nous vous invitons à une commémoration et à des réflexions autour de cette lutte exemplaire, source d'inspiration pour le futur.

Samedi 1^{er} juillet à 15h

Aula du Museum d'histoire naturelle, rue des Terreaux 14, Neuchâtel.

Avec **Vasco Pedrina**, président du SIB en 2003, à la tête de la lutte et ancien co-président d'Unia et **Silvia Locatelli**, secrétaire régionale Unia Neuchâtel.

La rencontre sera suivie d'une verrée dans les locaux de Unia Neuchâtel – en face du musée – avenue de la Gare 3, 2^e étage.

UNIA

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 54 700 exemplaires

**WWW.
EVENEMENT.CH**

Les femmes gagnent toujours 20% de moins que les hommes : pourquoi ?

UNIA

Des réponses dans le 2^{ème} épisode d'Industrie News

A regarder ici :

Vous travaillez dans le nettoyage ou l'hôtellerie-restauration et vous aimeriez vous former ?

Formation pour femmes migrantes dans les domaines du nettoyage et de l'hôtellerie-restauration

Les cours débiteront en août 2023 à Vevey, pendant 2 ans et selon un planning adapté aux disponibilités des participantes.

Progresser s'adresse :

- aux femmes aux qualifications non-reconnues
- travaillant dans le nettoyage ou l'hôtellerie-restauration
- souhaitant acquérir à terme une attestation ou un certificat professionnel reconnu

Intéressée ? Prenez contact avec nous !
Nous vous informons très volontiers sur ce parcours de formation personnalisé.

ECAP 021 320 13 27, Unia Vaud 0848 606 606

www.progresser.ch

ECAP UNIA

44% DES TRAVAILLEUSES VICTIMES DE DISCRIMINATIONS!

Unia Transjurane a dévoilé les résultats d'un sondage effectué auprès des travailleuses de la région lors de son repas solidaire du 14 juin à Delémont. De quoi susciter l'indignation

Textes et photos Pierre Noverraz

Le tissu économique jurassien est très majoritairement composé de petites unités. Parmi ses 1220 entreprises du secondaire, seules 62% sont soumises à l'obligation légale de contrôler l'égalité salariale entre hommes et femmes. Quid des 94% restantes? Que vivent les femmes dans ce désert statistique? Unia Transjurane a cherché des réponses à ces questions en effectuant un sondage auprès des travailleuses de la région. Les résultats de cette consultation ont été rendus publics le 14 juin lors d'un repas solidaire organisé par le syndicat dans la zone industrielle de Delémont à l'occasion de la grève des femmes. Et ils sont pour le moins révélateurs. Le niveau du harcèlement et des discriminations salariales ou de genre est inquiétant (voir encadré ci-contre). Ce sont «des agissements contre lesquels des milliers de femmes de ce pays luttent aujourd'hui», a souligné à la tribune, Martine Docourt, responsable du département politique d'Unia, citant de nombreuses luttes dans tout le pays. A ses côtés, Yves Defferrard, responsable du secteur de l'industrie au comité directeur d'Unia, a également dénoncé cette situation. «C'est tout simplement inacceptable et méprisant pour les femmes.» Ce sondage confirme l'existence «d'un gros décalage entre la réalité du terrain et ce que disent actuellement les autorités et les associations d'employeurs». Autre constat accablant révélé par le sondage, seules 10% des travailleuses occupées dans des entreprises de plus

de 100 salariés avaient reçu le résultat des analyses sur l'égalité que leurs employeurs sont légalement tenus d'effectuer jusqu'à la fin du mois. «Exigez de voir toutes les enquêtes de salaires et pas seulement un message des directions indiquant qu'il n'y a pas de discrimination», a lancé Yves Defferrard. Martine Docourt a également déploré que «la droite et le patronat aient tout essayé pour nous diviser. Ils ont osé l'insulte de prétendre que l'égalité était atteinte depuis longtemps.»

LES SOIGNANTES AU FRONT

Avec Unia Transjurane, un certain nombre de soignantes ont observé des grèves et des pauses de protestation, en particulier dans le parc immobilier médicalisé de la Jardinerie à Delémont, propriété du groupe Tertium. «Nous déplorons la dégradation de nos conditions de travail. On nous demande d'en faire toujours plus avec de moins en moins de personnel et cela conduit à des épuisements et une instabilité des effectifs», explique une soignante. Avec les salariées et les salariés, Unia se bat pour négocier et conclure avec ce groupe une convention collective respectueuse et équilibrée. Pour cette journée du 14 juin, les femmes jurassiennes se sont également mobilisées en nombre à Saignelégier. A Delémont, le cortège et les manifestations à la gare et au château ont réuni près de 2000 personnes. Un succès! ■



C'est lors d'un repas solidaire, organisé par Unia sous le viaduc de la Commune à Delémont, que les résultats de la consultation menée par le syndicat ont été rendus publics.

DES CHIFFRES ÉLOQUENTS

Les résultats du sondage réalisé par Unia Transjurane:

- 44% des employées interrogées ont été victimes ou témoins de différences salariales injustifiées par rapport à leurs collègues masculins;
- 32% ont été victimes ou témoins de harcèlement sexuel sur leur place de travail;
- 32% ont été affectées à un autre poste ou carrément licenciées au retour de leur congé maternité;
- 44% ont été victimes ou témoins de discrimination de genre sur leur place de travail. ■

POING LEVÉ

QUEL CULOT!

Par Manon Todesco

Ils n'ont vraiment honte de rien, ces patrons! Le 13 juin, à la veille de la grande Grève des femmes partout dans le pays, l'Union patronale suisse (UPS) n'a rien trouvé de plus opportun que de balancer à la presse les résultats d'une enquête qu'elle a commandée à l'Université de Saint-Gall, prétendant que 99,3% des entreprises respectent la Loi sur l'égalité (LEg) et que l'écart salarial entre les femmes et les hommes est seulement de 3,3%... A la poubelle, donc, les statistiques officielles qui prouvent qu'en 2023, les femmes gagnent toujours environ 18% de moins de revenu que les hommes. Ces chiffres repris par les syndicats sont «exagérés», selon l'UPS, qui ose prétendre dans son communiqué de presse que «la réalité des entreprises en matière d'égalité salariale est nettement plus positive que ce que laissent entrevoir les chiffres de l'enquête suisse sur la structure des salaires ESS de l'Office fédéral de la statistique»... Ben voyons! Des disparités existent, certes, admet l'UPS, mais «elles oscillent dans une fourchette très étroite et se situent dans la tolérance» et «les exigences de la Confédération sont respectées dans la grande majorité des cas».

Cette étude est un double scandale. Sur la forme déjà. L'UPS le dit elle-même dans sa communication: elle couvre seulement 10% des entreprises tenues d'effectuer une analyse d'égalité salariale. On ne prend donc pas en compte les 90% des entreprises restantes, et encore moins toutes les autres entreprises de moins de 100 employés qui sont exemptées de procéder à une analyse de l'égalité salariale. Autant dire qu'on écarte pas mal de monde. Cette étude n'est donc à aucun moment représentative de ce qu'il se passe dans la réalité. De plus, cette étude repose sur le principe d'autodéclaration: on peut donc à juste titre penser qu'elle couvre principalement des entreprises qui n'ont rien à se reprocher en matière de discrimination salariale! Et malgré tout ça, on arrive encore à un écart de 3,3%, soit environ 2500 francs de moins par an pour les femmes! Sur le fond, il ne s'agit ni plus ni moins que de nier les inégalités dont sont victimes les femmes sur le marché du travail. Et donc de se décharger de toute responsabilité en tant qu'employeurs.

L'UPS se tire une balle dans le pied. Si elle pensait dissuader les femmes de descendre dans la rue le 14 juin avec son étude en carton qui jure que tout va bien dans le meilleur des mondes, elle se met le doigt dans l'œil. Au contraire, elle n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Parce que les travailleuses, elles, savent. Et cette attitude patronale de vouloir minimiser les inégalités les a encore plus confortées à aller crier leur colère. Le 14 juin, elles étaient 300 000 à se mobiliser partout dans le pays. Pour la fin des inégalités salariales. Pour une LEg plus efficace, plus large et plus contraignante. Pour la revalorisation des salaires dans les secteurs dits féminins. Pour une tolérance zéro face au sexisme et à la discrimination. Pour des places de crèche abordables. Et pour une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Le combat continue! ■



Un après-midi revendicatif et festif à Delémont.

LE MARATHON FÉMINISTE D'UNE SECRÉTAIRE SYNDICALE

Le 14 juin, à Lausanne, aux côtés de la secrétaire syndicale d'Unia Vaud et militante féministe, Tamara Knezevic. Récit

Aline Andrey

Photos Olivier Vogelsang et Thierry Porchet

Suivre Tamara Knezevic pendant la Grève féministe est quasi mission impossible. Tourbillonnante, elle n'est pas loin d'avoir le don d'ubiquité. Au cœur des mouvements féministes depuis plusieurs années, la secrétaire syndicale d'Unia Vaud diffuse une énergie solaire communicative. Entre revendications, embrassades de militantes et slogans scandés à pleins poumons, elle a ouvert les feux le 13 juin à 22h devant la cathédrale de Lausanne. Plus de 500 personnes étaient présentes dont quatre guettes d'un soir qui ont crié du haut du beffroi: «Il est l'heure de la grève!» Avant que la cathédrale ne s'embrase de lumières kaléidoscopiques et de fumigènes. L'Appel de la Grève féministe, les chants révolutionnaires de la Chorale anarchiste, puis les rythmes des percussionnistes ont

donné le ton à la mobilisation du 14 juin. Sur la place de la Riponne, des cartons où il était écrit, entre autres, «chers connards», «capitalisme», «harcèlements», «masculinistes»... ont été jetés au feu, comme un rituel libérateur pour entamer la grève dans la joie de lutter ensemble. «Je prends le carton "Conseil fédéral"», lance Tamara, en distribuant les cartons, très en colère de l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes.

TRACTAGE

Après une très courte nuit, à 7h du matin, la voilà qui arrive devant la gare avec une pancarte et un discours terminés pendant la nuit. «J'ai dormi une heure!» lance-t-elle, avec une vigueur étonnante. La secrétaire syndicale est prête pour une journée de marathon. Sur la place de la Gare, elle retrouve ses camarades du collectif de la Grève féministe. Distribution de tracts, de cafés et de

badges, avec gentillesse et un léger stress. Une militante confie: «Je n'ai jamais fait ça. Je ne me sens pas à l'aise, mais d'être à plusieurs, ça aide.» Les pendulaires oscillent entre indifférence et intérêt. Ses deux nappes en main, Tamara jongle avec les appels des médias, des collègues et les réseaux sociaux qu'elle alimentera tout au long de la journée. Vers 8h30, c'est le moment du briefing dans les bureaux d'Unia où les différentes tâches de chacune et chacun sont rappelées. Entre stands, repas, actions et tractages, tout le monde est sur le pont. Le mot d'ordre: les hommes soutiennent et ne prennent surtout pas la parole.

ACTION PHARMACIES

Il est déjà temps de se rendre devant deux pharmacies dont les employées ont décidé de faire grève quelques heures. Annabel, assistante en pharmacie, explique: «On profite de cette journée pour faire entendre nos revendications, pour une convention collective de travail. Jusqu'à présent, dans ce métier exercé par 99% de femmes, nous ne sommes pas entendues.» Plusieurs autres militantes d'Unia Vaud sont présentes et soulignent le manque de reconnaissance pour cette profession exigeante. «Il n'existe pas de grille salariale évolutive. Beaucoup quittent le métier pour se diriger vers les assurances où les horaires et les salaires sont meilleurs», précise Nelly. «D'où la pénurie de personnel», renchérit Françoise, qui ajoute aussi qu'il est rare dans la branche d'avoir plus de quatre semaines de vacances ou un 13^e salaire. «Nous nous formons en permanence, mais nos salaires ne bougent pas, s'indigne Annabel, tout en saluant de nombreux clients. Je connais toute leur vie. Je prends le temps de les écouter, c'est ça aussi une pharmacie de quartier.» Tamara les invite pour une photo, le poing levé. «Le gauche, toujours», indique la secrétaire syndicale tout souriante. Elle file ensuite à Lutry devant une deuxième pharmacie, accompagnée de

son bras droit du jour, le responsable de la branche tertiaire d'Unia Vaud, Giorgio Mancuso, qui ne rechigne pas aux pailliettes et au vernis à ongle violet proposés par sa collègue. «Il se déconstruit...» résume Tamara en riant. Le chariot de la sono entre dans le paisible centre du village comme un cheveu sur la soupe. Poser un stand féministe avec de petits gâteaux et des boissons semble ici déjà subversif. Un patron de restaurant vient d'ailleurs demander de baisser le son, car des clients se plaignent. Après une discussion cordiale, il repartira avec un bracelet «Grève féministe» autour du poignet.

PAUSE DES VENDEUSES

Retour à Lausanne, sur la place Sainte-Françoise, féminisée pour l'occasion. Vers 14h, Tamara briefe les différentes intervenantes du groupe femmes d'Unia Vaud. Dix militantes tenant des cartons représentant différents métiers lisent leurs revendications, un mégaphone dans la main. Elles démontrent à quel point leur profession est essentielle et dénoncent des conditions de travail déléteres, dans la restauration, le nettoyage, la coiffure, la petite enfance, l'horlogerie... Elles soulignent aussi l'importance des grands-parents – la plus grande crèche de Suisse – et donc de retraites dignes. «On en a marre des salaires de misère. On mérite tellement plus, parce que, sans les femmes, tout s'arrête!» résume Tamara, qui invite ensuite à dérouler des banderoles tout au long de la rue de Bourg. «On a dû se battre avec les patrons pour qu'ils laissent leurs vendeuses faire dix minutes de pause aujourd'hui. C'est déjà ça, mais ce n'est clairement pas assez! Donc: après le 14 juin, on ne lâche rien!» Au milieu des boutiques, les vendeuses sont invitées à déposer leurs messages de révolte sur les calicots violets. Après des tambours enragés et des chants espagnols révolutionnaires, à 15h24 et des poussières, les militantes crient leur colère. Elles rejoignent ensuite la place Sainte-Françoise où le dis-



Le coup d'envoi de la grève a été donné par quatre guettes du haut de la cathédrale avant qu'elle ne s'embrase.

cours de la Grève féministe (le texte écrit par Tamara au milieu de la nuit) est lu devant une foule bigarrée: «... la grève n'est pas un jour isolé, mais un processus. C'est notre mouvement social qui permet également à des milliers de travailleuses d'exprimer leur colère et leur mécontentement. C'est pourquoi, notre féminisme est celui de la lutte des classes!» La mobilisation est intersectionnelle également, puisque s'ensuit un témoignage poignant sur la mort de Mike Ben Peter, dont le procès des policiers inculpés se déroulait ce jour-là. Peu à peu, le cortège se forme. Une vague violette déferle alors sur la ville. Plus de

20 000 personnes selon la police, 40 000 selon les organisatrices... Bref, quelque 30 000 femmes, enfants et hommes solidaires feront vibrer Lausanne pendant plusieurs heures. Le lendemain, jointe par téléphone, Tamara a tout juste encore assez de voix pour partager ses émotions: «C'était tellement incroyable! J'étais au début du cortège, puis je me suis arrêtée pour le filmer dans toute sa longueur, pendant plus de 30 minutes. Sincèrement, c'était au-delà de toute attente. Cela prouve l'importance du soutien des syndicats dans les mobilisations féministes.» ■



Le 13 juin, vers 22h, le lancement de la Grève féministe a lieu à la cathédrale de Lausanne.



Le 14 juin, à 7h du matin, peu avant le tractage devant la gare.



Vers 14h, le groupe femmes d'Unia Vaud partage ses revendications sur la place Sainte-Françoise.



Vers 8h30, moment de briefing dans les bureaux d'Unia Vaud.



Vers 15h, action des vendeuses à la rue de Bourg.



De 9h30 à 13h, action des assistantes en pharmacie, ici dans le quartier de Bellevaux.



Vers 17h30, départ de la manifestation.

Halte aux inégalités, au harcèlement, à la précarité!

A la vallée de Joux, les ouvrières de l'horlogerie et d'autres métiers ont dit leur colère et leur indignation lors d'un rassemblement à midi

Textes et photos Sylviane Herranz

Près de 300 travailleuses de l'horlogerie et de nombreux hommes se sont rassemblés sur le coup de midi à la vallée de Joux, berceau historique de la grève des femmes du 14 juin 1991. Accueillant les participantes devant l'hôtel de ville du Sentier, Nicole Vassalli et Fiona Donadello, syndicalistes d'Unia, ont rendu hommage au travail syndical ayant fait progresser les conditions de travail dans cette contrée horlogère et à Liliane Valceschini, ouvrière de la Lemania, devenue Breguet, qui s'est battue avec ses collègues pour que l'égalité salariale soit appliquée, en lançant notamment l'idée de la grève des femmes.

24,9% DE SALAIRE EN MOINS...

Aujourd'hui, alors que les négociations de la CCT horlogère sont en cours, les syndicalistes ont détaillé les revendications des ouvrières de la Vallée. En tête, celle de lutter plus efficacement contre les inégalités salariales qui s'élèvent à 24,8% dans la branche! «C'est un quart de salaire en moins. Sur le salaire médian horloger, cela représente 1344 francs de différence chaque mois! S'indignent les syndicalistes. Les autres exigences sont la prévention et le combat contre les dis-



Pause de midi animée au Sentier, avec l'action des ouvrières dévoilant leur message «Stop inégalités», avant que certaines s'engouffrent dans un bus pour rejoindre la manifestation de Lausanne.

criminations et le harcèlement moral et sexuel sur les places de travail, l'amélioration de l'accessibilité aux formations certifiantes et aux postes à responsabilité, une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle et, enfin, que la maternité

ne remette pas en question les carrières professionnelles. Un repas a ensuite été partagé sur la place du Temple, où une quinzaine de travailleuses ont mené une action dévoilant, lettre après lettre apposées au dos de leurs T-shirts, la phrase «Stop inéga-

lités». Des caractères illustrant leur vécu, tels que «S» comme sexisme, «T» comme travail de care, «O» comme oppression et «P» comme précarité. Une précarité bien présente en ces lieux où règne aussi la loi du silence en matière de salaires. ■



TÉMOIGNAGES

CELINE, CONTRÔLEUSE QUALITÉ DANS UNE ENTREPRISE HORLOGÈRE

Mon salaire net est de 3600 francs pour un 80%. Je suis maman et j'ai la chance de travailler à temps partiel, ce qui est très difficile dans la branche. Je sais que les écarts entre hommes et femmes sont très grands, et même quelques pourcents de différence ne seraient pas corrects. Je vis en France. Ce qui me gêne, c'est que, comme on traverse la frontière, on accepte ces conditions sans broncher.

ROSALIE*, MONTEUSE, 55 ANS

J'effectue le même travail qu'un horloger sans CFC. Je gagne 4800 francs net à 100%. A bientôt 20 ans de boîte, je devrais avoir plus. Le salaire de mes collègues? Je n'en sais rien. Personne ne dit son salaire. Je sais que certains hommes touchent 6000 francs et plus. L'inégalité salariale n'est pas normale, on fait le même boulot! Dans le pays d'où je viens, l'homme et la femme ont le même salaire pour un même travail. Et tout le monde dit ce qu'il gagne. Ici, c'est top secret! Il faut casser cette culture.

BORISSETTE, RETRAITÉE, 72 ANS

J'étais opératrice polyvalente. Je gagnais 3200 francs et faisais exactement le même travail que mon collègue qui touchait 4500 francs. Quand j'ai demandé à mon chef pourquoi je gagnais moins, il m'a dit: «Parce que vous êtes une femme!» En plus, mon collègue travaillait comme un cochon et je devais reprendre ses pièces! Après ça, j'ai refusé de le faire. Aujourd'hui, je vis avec 3180 francs de retraite. J'ai 1190 francs de loyer, 300 francs de primes maladie, malgré les subsides, plus la franchise et les 10%. Et je viens de

recevoir une hausse de loyer... Comment je vais faire? Beaucoup sont comme moi. On a bossé comme des malades pour le bien de tous... et pour une retraite minable. Le «P» que je porte sur mon T-shirt, c'est celui de la précarité des retraités.

JANNIQUE, MAMAN D'UNE FACTRICE

Je suis là pour ma fille qui travaille à La Poste depuis 13 ans. Elle a deux CFC et son salaire de factrice est inférieur à celui de ses collègues. Elle fait exactement les mêmes heures qu'eux, travaille six jours sur sept, pour une paie de 500 à 700 francs de moins...

ZAHRA, 58 ANS, EMPLOYÉE

J'ai travaillé longtemps dans l'horlogerie, mais aussi dans d'autres domaines. Les salaires sont en train de diminuer partout. Et on nous demande d'en faire toujours plus. Le coût de la vie, les charges augmentent. On ne peut pas vivre avec nos salaires. Les gens du nettoyage, de la santé, de l'hôtellerie, surtout ceux habitant en Suisse, sont maltraités, mal payés. Il y a aussi le harcèlement, et on n'a pas le droit de réclamer, on est opprimés. Les patrons ont des gros salaires, ceux qui rament n'ont rien. En 2000, j'ai travaillé dans l'horlogerie à Genève et je gagnais bien: 4500 francs, jusqu'à 5200 francs avec les heures supplémentaires, plus le 13^e salaire. Maintenant, je suis dans l'hôtellerie. Mon dernier salaire était de 4000 francs brut, 3700 net, à 100%. Ça régresse.

LEILA, 53 ANS, EMPLOYÉE À L'HÔPITAL

Quand je travaillais dans l'horlogerie, j'ai toujours gagné 3600 francs. Je ne suis jamais arrivée à 4000. Aujourd'hui, je suis à 40% à l'hôpital. Je touche 1500 francs, et ils refusent d'augmenter mon temps de travail. Mon mari, Paul, est à la retraite, il a 2100 francs de rente. Est-ce qu'on peut vivre avec ça en Suisse?

Je vous laisse y répondre. Depuis le 5 du mois, on a de la peine à vivre... Je suis sortie ce matin avec zéro franc dans la poche! Et on est le 14... Je vis aussi une situation de harcèlement psychologique au travail. J'ai déjà connu ça dans l'horlogerie. J'ai été licenciée parce que j'ai osé reprocher les abus de mon chef. Pour moi, le plus important aujourd'hui est que nos salaires soient augmentés et qu'on mette fin à cette précarité.

PAUL, RETRAITÉ, ANCIEN HORLOGER PROTOTYPISTE

J'étais payé plus qu'un horloger. Mon dernier salaire était d'environ 8000 francs. Mais j'ai perdu mon emploi à plus de 50 ans. J'ai fait trois ans de chômage, puis sept ans à l'aide sociale jusqu'à la retraite. Le social m'a pris pratiquement tout mon 2^e pilier. Aujourd'hui, je n'ai qu'une rente AVS de 2100 francs. A partir de 45 ans, c'est très difficile de retrouver du travail. La concurrence est forte avec des jeunes, très bien formés, qui vivent en France et acceptent d'être moins payés.

Laura*, 39 ans, opératrice en horlogerie. Je travaille au prémontage. Je gagne 3500 francs net à 80%. Il y a un an, mon salaire, qui était de 3150 francs, a été réajusté. Pendant 10 ans, j'ai effectué le même travail qu'un homme, mais je ne sais pas ce qu'il gagnait. Je n'ai pas osé lui demander. Personnellement, comme frontalière, je m'en sors assez bien. Mais avec les prix qui augmentent, ça devient difficile. Si je manifeste aujourd'hui, c'est pour que les choses bougent, tant en matière de salaires que de harcèlement, présent aussi entre collègues féminines. Il faut que ça change! ■

* Prénoms d'emprunt.

PLUS DE 160 MAÇONS GENEVOIS SUR LE CARREAU

Après la faillite soudaine de l'entreprise D'Orlando, Unia Genève organise les travailleurs et demande leur réengagement rapide sur le marché

Manon Todesco

La semaine dernière, la nouvelle tombait dans la presse genevoise. L'entreprise de maçonnerie générale D'Orlando a déposé le bilan le 14 juin, demandant la faillite. Cette dernière explique que certaines entreprises générales n'ayant pas honoré leurs paiements, elle s'est retrouvée avec des problèmes de liquidités en bout de course. Pour les travailleurs et leur syndicat, c'est la stupéfaction. «Nous avons appris il y a quelques temps que des licenciements avaient eu lieu, mais cette faillite du jour au lendemain est une surprise pour nous», réagit José Sebastiao, secrétaire syndical en charge du secteur de la construction à Unia Genève. Au total, 167 travailleurs ont perdu leur emploi, dont 68 de plus de 50 ans. Le mois de mai et le début du mois de juin ne leur ont pas été payés, l'entreprise ne pouvant plus assumer les salaires, sans compter les vacances et le 13^e...

INQUIÉTUDES POUR LES TRAVAILLEURS ÂGÉS «Nous avons réagi tout de suite en convoquant une assemblée générale des travailleurs de l'entreprise, explique le syndicaliste. Nous avons essayé de comprendre ce qu'il se passait. La cinquantaine de chantiers actifs ont été fermés soudainement. Nous accompagnons maintenant les employés pour leurs formalités d'inscription au chômage. Certains jeunes travailleurs ont été appelés pour un nouvel emploi, mais on s'inquiète particulièrement pour les plus âgés.» S'ils ne retrouvent pas rapidement un poste, ils pourraient par ailleurs perdre leur droit à la retraite anticipée.



THIERRY PORCHET/ARCHIVES

Stupéfaction la semaine dernière pour les 167 travailleurs D'Orlando à Genève, après l'annonce brutale de la faillite de leur entreprise.

Une résolution a été votée par les maçons, appelant les associations patronales genevoises du secteur à faire le nécessaire pour les réengager au sein de leurs entreprises. «Nous avons également demandé une réunion tripartite en présence des partenaires sociaux et de l'Etat afin de trouver une solution pour que ces travailleurs puissent être engagés sur les chantiers publics, ajoute le syndicaliste. Il est complètement absurde qu'on fasse venir des milliers de modules de toilettes et de salles de bain du sud de l'Europe pour le quartier du Praille-Acacias-Vernets alors que plus de 150 personnes vont pointer au chômage ici, sans compter les sous-traitants qui bossaient pour D'Orlando!»

SYSTÈME MALADE

Unia a également sollicité une discussion avec les services de l'Etat pour échanger sur le modèle du secteur principal de la construction à Genève. «Sur le terrain, la réalité c'est la sous-traitance en cascade, l'explosion du travail temporaire et la précarisation des travailleurs. C'est un modèle à bout de souffle! Là, D'Orlando fait les gros titres, car c'est une grosse entreprise du paysage genevois, mais chaque année, des dizaines de petites sociétés mettent la clé sous la porte, car les entreprises générales n'honorent pas leurs obligations. Il est urgent de repenser ce système!» ■

LA PAUVRETÉ NE SERA PLUS UN CRIME

Manon Todesco

Le 12 juin, le Conseil des Etats s'est prononcé en faveur de l'initiative parlementaire socialiste «La pauvreté n'est pas un crime», soutenue par une Alliance composée de 80 organisations dont Unia. Dans notre dernière édition (*L'ES* du 14 juin 2023), nous exposons les enjeux de cette initiative et de la pétition du même nom déposée la semaine passée. Un grand succès dont l'Alliance se réjouit. «La décision prise par le Conseil des Etats montre la voie à suivre pour toutes les personnes qui se trouvent dans une situation de détresse financière, a réagi la conseillère nationale socialiste et auteure de l'initiative Samira Marti. Grâce à cette modification de la loi, les personnes vivant en Suisse depuis plus de dix ans ne seront plus menacées d'expulsion si elles doivent demander l'aide sociale dans une situation d'urgence.» Pour rappel, depuis le renforcement de la Loi

sur les étrangers et l'intégration (LEI) en 2019, les personnes sans passeport suisse risquent d'être expulsées si elles bénéficient de l'aide sociale. Par conséquent, nombreux sont ceux qui n'ont pas osé le demander, alors que l'aide sociale est le dernier filet de protection contre la pauvreté dans le pays, qui touche 745 000 personnes. «Nous sommes soulagés et heureux que les personnes sans passeport suisse puissent enfin recevoir un soutien dans une situation d'urgence sans craindre de compromettre leur droit de séjour, réagit Hilmi Gashi, responsable de la migration chez Unia. La pauvreté malgré le travail n'est pas seulement un phénomène de crises successives, mais un problème structurel inhérent au système économique actuel. Le syndicat a toujours critiqué le fait que cette pénalisation de la pauvreté n'est pas solidaire et place les gens dans une situation de détresse difficile. C'est pourquoi nous nous sommes fortement engagés dans l'Alliance et dans la campagne «La pauvreté n'est pas un crime».» ■



ALEXANDRA ZDRAVKOVIC/IPS SUISSE

Succès pour Samira Marti, ici lors de la remise de la pétition «La pauvreté n'est pas un crime», le 8 juin dernier. Son initiative a été approuvée par le Parlement.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.
Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.
Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou carlosmendes614@gmail.com

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).
Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

GRUPE DES RETRAITÉS

Comité des retraités
Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les 2^e mardis du mois, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.
Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.
Fleurier, permanences syndicales
Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.
Ouverture du secrétariat
Vendredi de 10h à 12h.
Le Locle
Ouverture du secrétariat
Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.
Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

GRUPE D'INTÉRÊTS DES RETRAITÉS

Séance du comité
Faisant suite à notre réunion du 12 mai, nous vous invitons à notre prochaine séance qui aura lieu **jeudi 29 juin de 14h30 à 16h**, suivi d'un quatre-heures, au secrétariat Unia Neuchâtel, salle du 1^{er} étage. Ordre du jour (propositions):
1. Salutations et accueil. **2.** Notes de décisions du 12 mai (Henri), remarques et approbation.
3. Activités: **3.1** Retour sur la course annuelle (Andrée), **3.2** Retour sur le 14 juin. **3.3** Meeting avec Vasco (Henri). **3.4** Lundi 25 septembre (John). **3.5** Prochaines activités. **4.** Informations: initiative cantonale (assurance maladie et subsides), initiative populaire concernant la protection des locataires, appel au Parlement.
5. Divers: pouvoir d'achat et retraités.
La séance sera volontairement allégée aux portes des vacances. *John Amos, président*

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Secrétariat de Delémont
Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600.
Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.
Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.
Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.
Saint-Imier, rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h. Le bureau de la caisse de chômage a déménagé. Il se trouve à la place de la Gare 11.
Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.
Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.
Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.
Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

GRUPE DES RETRAITÉS

Tournoi de pétanque
Le traditionnel tournoi de pétanque aura lieu le **30 juin à 13h30 à Delémont**, sous le pont de la RDU. Inscriptions auprès de Denis Berger: 032 422 79 42 ou Romain Cuttât: 032 421 10 56.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.
Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.
Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.
Permanences du soir
Sierre: lundi de 17h à 19h.
Monthey: mardi de 17h à 19h.

BRÈVE

METRO BOULOT KINO LA CLASSE OUVRIÈRE, DE 1939 À AUJOURD'HUI

Dans le cadre de son cycle de films *Le temps des ouvriers*, Metro Boulot Kino présente «Le temps de la destruction, 1939 – aujourd'hui» le mardi 27 juin prochain à Genève. Ce documentaire français de Stan Neumann (2019) relate l'évolution de la classe ouvrière «porteuse d'espoir et d'utopies» dans des temps troublés jusqu'à la situation d'aujourd'hui où certains parlent de sa disparition, de celle de son identité commune et de sa conscience de classe. Une discussion suivra la projection en compagnie de la syndicaliste genevoise Manuela Cattani. ■ **L'ES**

Mardi 27 juin à 19h à la Maison des arts du Grütli, rue du Général Dufour 16 à Genève.



WWW.EVENEMENT.CH

VALAIS: DÉFENSE DES NETTOYEUSES ET DES VENDEUSES

Quelque 5000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale et réclamé une égalité dans les faits

Textes et photos Sonya Mermoud

Outre la pause généralisée, à 15h24, heure à laquelle les femmes ne sont plus payées, plusieurs temps forts ont rythmé le 14 juin valaisan. La matinée, à Monthey, des salariées du secteur du nettoyage, soutenues par Unia, se sont mobilisées pour dénoncer le non-paiement des heures de déplacement et exiger la fin «de ce hold-up». «17 000 employés et employées de la branche subissent un préjudice annuel estimé à plus de 58 millions de francs», a chiffré Sandra Previti, secrétaire syndicale Unia en charge du groupe d'intérêts femmes. Une situation d'autant plus inadmissible que la Convention collective romande du secteur du nettoyage, s'appliquant à l'ensemble des entreprises du domaine, stipule clairement que le temps de trajet entre deux lieux d'intervention doit être considéré comme du temps de travail. L'après-midi, sur la place de la Planta à Sion, le syndicat a tenu un stand et récolté des signatures en faveur du salaire minimum et contre l'extension des horaires d'ouverture des magasins combattue par référendum. Une lutte aussi illustrée durant le cortège qui a rassemblé quelque 5000 personnes. Au centre-ville, devant plusieurs enseignes, la foule s'est assise. «Avec cet arrêt symbolique à côté de commerces, nous disons stop aux dégradations des conditions de travail des vendeuses et non à l'ouverture prolongée des magasins, a déclaré Sandra Previti. Le personnel de vente, principalement des femmes, ont des conditions de travail précaires, des salaires peu élevés et pas ou peu de 2^e pilier.» Durant la journée, la syndicaliste a aussi pris la parole pour fustiger l'absence d'une égalité dans les faits. «Nous sommes violettes de rage et nous le montrons aujourd'hui... Plus que jamais nous voulons du respect, du temps, de l'argent.» Sandra Previti a notamment insisté sur la nécessité d'augmenter les salaires et les rentes des femmes, de mieux répartir le travail de *care*, d'introduire une 13^e rente AVS et d'afficher une tolérance zéro envers les discriminations, le harcèlement sexuel et les violences sexistes. ■



A 15h24, heure à laquelle les travailleuses ne sont plus payées, femmes et hommes ont croisé les bras. Une chape de silence s'est abattue sur la place de la Planta précédant huées et vacarme général.



Unia a profité du 14 juin pour récolter des signatures en faveur du salaire minimum et rappeler sa lutte contre l'extension des horaires d'ouverture des magasins combattue par référendum.



Sit-in au centre-ville. Un arrêt symbolique de la manifestation, à côté de commerces, pour dire stop aux dégradations des conditions de travail des vendeuses et non à l'ouverture prolongée des magasins.



Sandra Previti, secrétaire syndicale Unia, a dénoncé les nombreuses discriminations à l'encontre des femmes et réclamé du respect, du temps, de l'argent.

TÉMOIGNAGES

«PLUS VALAISANNE QUE LES VALAISANNES»



«Je suis fatiguée. Je lance un appel pour pouvoir être indépendante et travailler en Suisse.» Nassira, 52 ans, est venue manifester ce 14 juin par solidarité avec toutes les femmes. Elle-même se trouve dans une situation compliquée, dépendant de l'aide d'urgence depuis 2016 et n'étant pas autorisée à travailler. Cette requérante d'asile déboutée est en effet sous la menace d'une expulsion. Un renvoi qui ne peut toutefois être exécuté en raison de complications liées à l'application de l'accord de réadmission signé entre l'Algérie et la Suisse. Dans ce contexte, celle qui se dit «plus Valaisanne que les Valaisannes», mère d'une fille de 10 ans (photo), supplie les autorités de lui octroyer une autorisation de séjour pour cas de rigueur. Et de la laisser travailler. «Je peux être utile dans nombre de domaines: les nettoyages, les soins, etc. Durant ma procédure d'asile, j'ai suivi des formations. Mais tout est bloqué. Je ne veux pourtant pas rester sans rien faire. Mes journées sont une catastrophe. Je suis en détresse», confie cette maman célibataire, qui se bat aussi pour sa fille Sofia. Et cette dernière d'ajouter, brandissant la pancarte qu'elle a réalisée: «C'est injuste. Je ne peux pas voyager avec l'école. Je voudrais des papiers pour être enfin libre.» ■

LES FÉMINISTES, SA FAMILLE



Aurore (à droite sur la photo) a pris des vacances pour finaliser les préparatifs de la grève et y participer. Membre d'Unia, «un syndicat fort sur lequel on peut compter», et du Collectif Femmes Valais depuis 2020, cette femme trans s'identifie à l'ensemble des revendications exprimées. Elle a aussi trouvé une nouvelle famille auprès des féministes, la sienne l'ayant rejetée. «J'ai pu me reconstruire dans ce groupe, créer un nouveau réseau social, c'est ma passion, ma vie», souligne Aurore, qui a terriblement souffert d'être née dans le mauvais corps. «Je l'ai su très tôt. Je n'étais pas comme les autres garçons.» En échec scolaire, l'enfant d'alors entre en internat dans un institut accueillant des jeunes en difficulté. Des années catastrophiques... «J'ai subi de 11 à 15 ans les agressions sexuelles d'un autre élève. J'en ai parlé à l'éducateur qui ne m'a pas crue.» Aurore entame sa vie professionnelle sans soutien psychologique, avec le poids de ses secrets. Après un passage comme manœuvre aux CFF, elle suit une formation dans la vente qu'elle échoue, sombre dans l'alcool, fait plusieurs tentatives de suicide. Elle est ensuite embauchée dans un emploi saisonnier et essaie tant bien que mal de cacher son mal-être derrière des «sourires de façade». «J'avais de plus en plus de peine à donner le change. Mais je croyais que personne en Valais ne changeait de sexe», raconte Aurore, employée depuis de nombreuses années par les remontées mécaniques. «J'ai commencé ma transition en 2018. Je n'avais plus le choix. C'était vital», raconte la Valaisanne, qui trouvera de l'aide auprès d'Alpagay, qu'elle coprésidera aujourd'hui, et du Collectif. Elle souligne aussi la compréhension manifestée à son travail. «Si je suis aujourd'hui heureuse? Absolument!», affirme, large sourire aux lèvres, celle qui a choisi le prénom d'Aurore, comme la Belle au bois dormant, pour s'être réveillée «après presque 37 ans de cauchemar». Elle précise encore n'avoir jamais voulu quitter le Valais – «C'est ici qu'il faut agir, dans ce canton conservateur». Et rêve d'une société où les queers seraient acceptés par tous. Plus proche d'elle, Aurore espère pouvoir aussi, un jour, renouer avec sa mère. ■



30 000 PERSONNES BATTENT LE PAVÉ À GENÈVE

De nombreuses femmes se sont mobilisées dans leur secteur ou leur quartier, pour ensuite se réunir et former une seule et même vague violette au cœur de la Cité de Calvin

Textes **Manon Todesco**
Photos **Eric Roset**

Au bout du Léman, des dizaines d'actions ont été organisées aux quatre coins de la ville tout au long de la journée du 14 juin. Le cœur de la mobilisation se situait sur la plaine de Plainpalais, où les femmes ont échangé, chanté, dansé et crié leur colère. Un moment festif sur fond de gravité. Comme l'a dit Aude Spang, secrétaire à l'égalité d'Unia, sur cette scène genevoise: «Le 14 juin, on se célèbre, mais surtout, on lutte!» Récit de cette journée.

L'HEURE DE L'ÉGALITÉ

L'Événement syndical s'est d'abord rendu à Plan-les-Ouates, au cœur des en-



treprises horlogères, où Unia organisait un pique-nique. Une vingtaine de militantes s'y sont retrouvées le temps de leur pause de midi, arborant le rose ou le violet (lire ci-dessous). Alors que la convention collective est en négociation, la branche doit faire face à l'explosion du travail temporaire et à de forts écarts de salaire, avec une volonté patronale de flexibiliser les horaires de travail. Plusieurs revendications féministes sont à l'ordre du jour, dont la lutte contre le harcèlement, un meilleur accès aux fonctions dirigeantes et la création d'un congé parental propre au secteur.

NETTOYEUSES EN COLÈRE

A 13h33, c'était au tour des nettoyeuses de croiser les bras, sous les fenêtres de la Fédération des entreprises romandes (lire ci-dessous). Une quinzaine d'entre elles ont mené une action visant à dénoncer des salaires et des rentes indignes pour un métier pénible et peu reconnu, mais aussi du temps partiel contraint et la non-reconnaissance de leur ancienneté. Majoritairement féminin, le secteur comprend quand même des hommes, assignés plutôt au nettoyage de fin de chantiers, mieux payé et plus valorisé. Une discrimination dont elles ne veulent plus!

«Nous exigeons des hausses de salaire, la baisse du temps de travail, deux jours de congé par semaine, davantage que quatre semaines de vacances et un délai de congé allongé pour les personnes de plus de 50 ans, a appelé la secrétaire syndicale Camila Aros. Après deux séances de négociations, les patrons ne veulent discuter que des salaires et refusent d'entrer en matière sur l'ancienneté. Nous allons nous battre jusqu'à obtenir une réelle amélioration des conditions de travail!» Les syndicalistes d'Unia et du Sit ont ensuite pris la direction des Pâquis afin de rendre visite à cinq grands hôtels épinglés pour des cas de violations des conditions de travail ou de



Après une journée chargée d'actions et d'émotions, 30 000 femmes ont participé au cortège qui a défilé dans la ville et sur le pont du Mont-Blanc.

discriminations. Des cadeaux symboliques, tels que des chèques en blanc, leur ont été remis.

PAROLES DE TRAVAILLEUSES

Direction enfin Plainpalais, où la scène a accueilli des femmes et des revendications de tous les horizons, a vibré au son des tambours et s'est unie derrière l'hymne *Patriarcat au feu!* Juste avant le départ de la manifestation, des travailleuses ont pris la parole. Une éducatrice en accueil préscolaire a dénoncé le manque de milliers de places et donc le sacrifice des mères qui re-

noncent à leur carrière pour rester à la maison et élever les enfants, mais aussi une charge de travail qui s'est intensifiée sans aucune réévaluation de salaire. Même son de cloche dans le parascolaire, où «plus rien ne tourne sans nous, nous sommes essentielles au fonctionnement de la société», a scandé l'une d'elles. Une travailleuse domestique a rappelé leur caractère indispensable dans la vie de tous les jours. «Beaucoup se taisent par peur d'être expulsées. On demande le respect de nos droits, mais aussi des sanctions lourdes pour les employeurs

frauduleux.» Exploiter ces travailleuses, c'est de la traite humaine, a-t-elle souligné, avant de réclamer: «Un travail, un permis de séjour!» Enfin, une infirmière a expliqué que le rythme de travail s'était intensifié ces dernières années. «On nous demande de faire plus avec moins de moyens, alors que les salaires n'ont pas bougé depuis onze ans!» Une vague violette de 30 000 personnes fières, fortes et en colère s'est ensuite élancée à travers la ville et s'est terminée à son point de départ, laissant place à une soirée festive. ■

EMPLOYÉES D'UNE GRANDE ENTREPRISE HORLOGÈRE



«Il faut en finir avec ce système archaïque patriarcal et faire bouger les choses! Les horlogères, nous gagnons toujours plus de 20% de moins que les hommes. C'est soit on nous met à égalité, soit c'est à eux de baisser leur salaire de 20%, et là ça fera réfléchir! On veut aussi dénoncer le fait que les femmes enceintes n'ont pas droit à la prime, sous prétexte qu'elles sont en congé maternité ou maladie et donc moins performantes, c'est inadmissible!» ■



EMPLOYÉES ET DÉLÉGUÉS SYNDICAUX CHEZ PIAGET

«Nous sommes présents pour défendre l'égalité des salaires et l'égalité entre les hommes et les femmes d'une manière générale. Les inégalités de salaire inexplicables existent, c'est une réalité: on parle de quelques centaines de francs par mois, mais ça peut aller jusqu'à 1000 francs de plus pour un homme! Dans nos entreprises, il est rare de voir une femme diriger un atelier et, quand c'est le cas, on trouve toujours le moyen de la remplacer par un homme! La mentalité est assez machiste. Il y a une dizaine d'années, nous avons vécu des problèmes de harcèlement moral et sexuel, mais nous avons réussi à faire changer la direction de l'entreprise et, depuis, ils sont très attentifs à ces questions.» ■



Pause de midi avec les salariées de l'horlogerie à Plan-les-Ouates (à g.). Plus tard, les nettoyeuses ont crié leur ras-le-bol sous les fenêtres du patronat.



MARIAMA*, NETTOYEUSE DEPUIS 2010

«Il faut défendre nos droits: on veut de meilleurs salaires, des retraites dignes et de meilleures conditions de travail. Je travaille quatre heures par jour en horaire coupé, tôt le matin et en fin de journée: du coup, ce n'est pas du tout pratique avec mes enfants. Je suis membre chez Unia depuis trois ans. Le syndicat me soutient et m'aide, et j'en suis très satisfaite. C'est grâce au syndicat qu'on a obtenu des hausses des salaires minimums.» ■

* Prénom d'emprunt.



AURORA, NETTOYEUSE, 50 ANS

«Je ne gagne pas assez, et aujourd'hui, j'exige un salaire plus digne. J'aimerais pouvoir prendre cinq semaines de vacances à mon âge, mais pour cela, il faut avoir onze ans d'ancienneté dans notre entreprise et les femmes sont toujours licenciées avant! J'espère que cette mobilisation aura entraîné une prise de conscience et que nos revendications seront entendues.» ■